



Association 2angles
Convention Pluriannuelle d'Objectifs
Année 2025/2026/2027

VU le règlement de l'Union Européenne n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;

VU la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans le domaine des arts plastiques ;

VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques entrant en vigueur le 1er juillet 2017 ;

VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU la circulaire de la Ministre de la culture et de la communication du 8 mars 2017 relative à la parité entre les femmes et les hommes dans le secteur de la création ;

VU la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels de 2007 ;

VU la circulaire n° 2008-059 du 29 avril 2008 relative au développement de l'éducation artistique et culturelle, signée conjointement par la ministre de la culture et de la communication, le ministre de l'agriculture et de la pêche, le ministre de l'éducation nationale et la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la circulaire N° 2013-073 du 03 mai 2013 relative au parcours d'éducation artistique et culturelle ;

VU la circulaire du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 4211-1, L 4221-1, L 4221- 5, L 4231-2 et L 4311-1 ;

VU la charte-engagement des actrices et acteurs culturels de Normandie de 2018 ;

VU la délibération AP D 17-06-1 du conseil Régional en date du 26 juin 2017 adoptant la nouvelle politique culturelle régionale.

Entre

D'une part, L'État, ministère de la Culture, représenté par M. Jean-Benoît Albertini, préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, désigné sous le terme « l'État »,

La Région Normandie, représentée par M. Hervé Morin, président du Conseil Régional de Normandie, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente en date du 27 janvier 2025, Ci-après dénommée « la Région »,

Le Département de l'Orne représenté par M. Christophe de Balorre, président du Conseil départemental, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente en date du 31 janvier 2025, Ci-après dénommé « le Département de l'Orne »,

Flers Agglo, représentée par M. François Baille, Vice-Président en charge des Pôles Culturels, autorisé à signer la présente convention par délibération du 4 février 2025,

Ci-après dénommée « Flers Agglo »

La Ville de Flers, représentées par M. Yves Goasdoué, Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération du 27 janvier 2025,

Ci-après dénommée « la Ville de Flers »,

Dénommés ensemble sous les termes « les partenaires publics » ou « l'Administration »

Et

d'autre part,

L'association dénommée « 2angles », association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée au journal officiel de la République française en date du 15 janvier 2000, représentée par sa Présidente, Mme Michelle Froc et dont le siège social est situé 8 rue du Pré-Neuf, 61100 Saint-Georges-des-Groseillers.

N° de Siret :447 865 965 000035 - APE: 9001Z

Ci-après désignée sous les termes « 2angles » ou « le bénéficiaire » ou « l'association ».

Mme Michelle Froc est autorisée à signer la présente convention sur décision du conseil d'administration du 5 septembre 2024.

Il est convenu ce qui suit:

PRÉAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par 2angles, son inscription dans une dynamique de développement, son rayonnement sur le plan national, régional, départemental et local, conforme à son objet statutaire et figurant en annexe III de la présente convention.

Considérant la politique en faveur des arts visuels et de la danse contemporaine conduite par le Ministère de la Culture visant à accroître la mise en valeur de la création contemporaine sur tout le territoire national.

Dans ce cadre, l'État développe en partenariat avec les collectivités territoriales, des politiques structurantes autour des établissements culturels et des réseaux qu'ils soutiennent conjointement. A travers les missions d'intérêt général qu'elles assument, ces structures contribuent au renouvellement artistique et à la démocratisation culturelle, dans un cadre concerté d'aménagement du territoire.

L'État accorde une attention particulière à l'éducation artistique et culturelle, priorité du Ministère de la Culture, en référence à la circulaire n°2013-073 du 3 mai 2013 relative au parcours d'éducation artistique et co-signée par les ministères de la Culture et de la Communication et de l'Éducation Nationale.

Considérant la volonté de la Région Normandie, dans le cadre de sa politique culturelle :

La Région Normandie, dans le cadre de la loi de 1982 ayant donné compétence aux Régions pour, notamment, « promouvoir leur développement culturel et l'aménagement de leur territoire et assurer la préservation de leur identité dans le respect de l'autonomie et des attributions des autres collectivités », permet d'apporter un soutien pluriannuel au projet d'activités de structures ayant formalisé un projet artistique et culturel cohérent, s'inscrivant dans une logique de travail en réseau avec des partenaires du territoire régional notamment, menant des actions en lien avec des territoires de proximité et présentant une capacité à mettre en œuvre de nouvelles formes d'action culturelle et de sensibilisation des publics.

Ainsi, la Région s'inscrit dans l'accompagnement à la structuration et la diffusion des pratiques artistiques professionnelles en lien avec les différents organismes, lieux relais ou acteurs culturels ayant vocation à faciliter une vie artistique et culturelle riche et diversifiée au bénéfice du plus grand nombre.

Suite aux modifications territoriales opérées par la loi NOTRe du 7 août 2015, la Région entend ainsi agir comme un animateur de ses territoires et faire de la culture un enjeu incontournable de développement, au même titre que le déploiement d'activités économiques, l'offre d'emplois, l'implantation d'équipements éducatifs et de commerces de proximité. La Région affirme donc son intervention en faveur d'un aménagement culturel territorial équilibré et diversifié, garant de l'accessibilité d'une offre de qualité à l'attention de ses populations.

Introduits par le législateur français dans la loi NOTRe et la loi LCAP du 7 juillet 2016, les droits culturels ont été inscrits dès 2017 dans la nouvelle politique culturelle et patrimoniale de la Région intitulée « Territoires créatifs ».

La Région invite ainsi ses partenaires à s'inscrire dans cette démarche et à développer des projets respectueux des droits culturels des personnes, pour une culture exigeante, inclusive, respectueuse de l'égalité femme-homme, reconnaissant chaque individu dans sa dignité et sa diversité, tout en facilitant l'accès et la participation, à l'art et à la culture du plus grand nombre, sur tout le territoire, notamment pour les personnes éloignées de l'offre et de la pratique artistique (en raison de leur handicap, de leur situation économique, géographique, ...).

Parce que les droits culturels sont intrinsèques à la qualité de vie, à l'attractivité et au maillage d'un territoire, la Région Normandie a fait le choix politique de placer l'aménagement culturel du territoire et le

développement des Droits Culturels comme un des axes prioritaires et transversaux de ses interventions, et comme prisme de son action sur l'ensemble de son territoire. En accompagnant les territoires dans la mise en œuvre d'une politique culturelle locale, pour et avec les habitants, la Région fixe pour priorité l'accès universel à l'art et à la culture dans un souci d'équité territoriale.

Considérant la volonté du Département de l'Orne de :

- favoriser la diversité culturelle sur son territoire et le développement de l'art contemporain et de la danse contemporaine ;
- favoriser la création et la diffusion de projets artistiques au bénéfice des habitants ;
- soutenir l'action culturelle, tous secteurs disciplinaires confondus, au bénéfice de tous les publics ;
- soutenir la mise en réseau des acteurs de l'art contemporain et de la danse ainsi que la complémentarité de leurs projets de diffusion.

Considérant la volonté de la ville de Flers et de Flers Agglo de :

- soutenir la présence d'artistes plasticiens et de compagnies de danse contemporaine comme plus-value pour l'attractivité et le dynamisme de leur territoire ;
- développer et faciliter le contact du grand public avec l'art contemporain, avec ou sans médiation ;
- favoriser les liens de coopérations entre les acteurs culturels, sociaux et économiques de leur territoire ;
- mutualiser et rationaliser les moyens mis à disposition des projets associatifs soutenus.

Considérant la volonté de l'ensemble des parties que soit maintenu et poursuivi le développement d'une action en faveur de la création contemporaine en arts visuels et danse contemporaine et les axes de développement du projet artistique de l'association 2angles pour les trois années à venir.

Après que l'association a pris connaissance du contenu de la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire et les partenaires publics pour la mise en œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers d'objectifs concrets.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Le projet conçu par l'association 2angles est précisé en Annexe I de la présente convention. Il est décliné en programme pluriannuel d'activités.

La présente convention fixe :

- le développement du projet artistique et culturel ;
- les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels ;
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Les partenaires publics contribuent financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel.

ARTICLE 2 - PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

Le PAC est développé en Annexe I.

2 angles à vocation à :

- développer des projets artistiques et culturels de qualité, contribuant à soutenir et diffuser la création contemporaine, dans les domaines des arts visuels et de la danse ;
- accueillir en résidences des artistes auteurs ou autrices, notamment régionaux (soutenus directement ou indirectement par les partenaires publics) ;
- mettre en œuvre un programme d'actions artistiques favorisant la rencontre des publics dans toute leur diversité et dans le respect des Droits Culturels ;
- veiller à ce que l'ensemble des actions menées se fasse en coopération avec les acteurs éducatifs, sociaux, artistiques et culturels du territoire ainsi qu'en collaboration avec les opérateurs locaux ou nationaux.

ARTICLE 3 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 ans, soit 2025-2026-2027. Elle prendra effet le 1er janvier 2025 et se terminera le 31 décembre 2027.

ARTICLE 4 - BUDGET ET CONTRIBUTIONS

4.1 Le coût total du projet artistique et culturel sur la durée de la convention est évalué à 619 400 € conformément au budget prévisionnel (Annexe II).

4.2 Les coûts annuels éligibles du projet artistique et culturel sont fixés en Annexe II de la présente convention. Ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet artistique et culturel.

4.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet artistique et culturel et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet artistique et culturel ;
- le cas échéant, les coûts indirects, ou « frais de structure », éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs éligibles.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Au titre du règlement (UE) de la commission du 17 juin 2014 visé, l'administration contribue financièrement au projet visé à l'article 2 de la présente convention.

5.1 Les contributions des partenaires publics prennent la forme d'une subvention dont les modalités de versements sont développées article 6. Les partenaires publics n'en attendent aucune contrepartie directe.

5.2 Les partenaires publics contribuent financièrement pour un montant prévisionnel de 547 800 € (cinq cents quarante-sept milles et huit cents euros), équivalent à 88 % du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la présente, tels que mentionnés à l'article 4.1.

ARTICLE 6 - CONDITIONS ET DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTURE

Les partenaires publics pour aider la structure à atteindre les objectifs mentionnés à l'article 2 de la présente convention, l'État (DRAC Normandie), la Région Normandie, le Département de l'Orne, l'Agglomération et la Ville de Flers lui accordent annuellement, sur sa demande faite dans le respect du calendrier d'instruction des demandes de subvention de chacune des collectivités, une subvention dont le montant sera fixé chaque année par délibération, selon les modalités en vigueur au sein de chaque collectivité et sous-réserve du vote des crédits correspondants.

6.1 Engagements de l'État (Ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles de Normandie)

L'État s'engage, sous réserve du vote des crédits disponibles, à participer au financement en fonctionnement de l'association et des projets d'action culturelle en faveur des publics et des territoires prioritaires de la structure. La subvention de la DRAC sera, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances, de 30 000 euros chaque année pour 2025, 2026 et 2027 sans dégressivité, et répartie comme suit :

- pour l'année 2025 : 20 000 € en fonctionnement sur l'action 131, création, et 10 000 € pour l'accompagnement d'actions territoriales, sur l'action 361 ;
- pour l'année 2026 : 20 000 € en fonctionnement sur l'action 131, création, et 10 000 € pour l'accompagnement d'actions territoriales, sur l'action 361 ;
- pour l'année 2027 : 20 000 € en fonctionnement sur l'action 131, création, et 10 000 € pour l'accompagnement d'actions territoriales, sur l'action 361.

Les actions territoriales concernés par ces crédits donneront lieu à une programmation validée en amont par la DRAC et co-construite avec les partenaires du territoire dont la collectivité.

L'association 2angles pourra bénéficier d'autres subventions notamment dans le cadre d'appels à projets de la DRAC.

La DRAC s'engage également à accompagner l'association dans le montage des projets d'action culturelle pour s'assurer de leur adaptabilité aux publics et à l'environnement ciblés et à préciser aux partenaires des politiques concernées le contexte de cette convention pluriannuelle.

La DRAC portera un intérêt particulier à l'évaluation qualitative des projets.

6.2 – Engagements de la Région Normandie

Pour la période 2025/2027, le soutien de la Région Normandie sera chiffré à 231 000 € répartis comme suit :

- pour l'année 2025 : 77 000 € ;
- pour l'année 2026 : 77 000 € ;
- pour l'année 2027 : 77 000 € ;

sous-réserve de l'inscription des crédits au budget de chaque année et du vote des subventions correspondantes par les instances délibérantes du Conseil régional de Normandie.

L'association pourra bénéficier d'autres subventions notamment dans le cadre d'appels à projets de la Région Normandie.

6.3 – Engagements du département de l'Orne

Pour la période 2025/2027, le soutien du Département de l'Orne sera chiffré à 40 500 € répartis comme suit :

- pour l'année 2025: 13 500 € ;
- pour l'année 2026: 13 500 € ;
- pour l'année 2027: 13 500 € ;

sous-réserve de l'inscription des crédits au budget de chaque année et du vote des subventions correspondantes par les instances délibérantes du Conseil Départemental de l'Orne.

L'association pourra bénéficier d'autres subventions notamment dans le cadre d'appels à projets du département de l'Orne sur des thématiques liées aux résidences et actions culturelles sur le territoire.

6.4 – Engagements de Flers Agglomération et de la Ville de Flers

Pour la période 2025/2027, le soutien de Flers Agglomération sera chiffré à 127 020 € répartis comme suit :

- pour l'année 2025 : 42 340 € ;
- pour l'année 2026 : 42 340 € ;
- pour l'année 2027 : 42 340 €.

Pour la période 2025/2027, le soutien de la Ville de Flers sera chiffré à 54 780 € répartis comme suit :

- pour l'année 2025: 18 260 € ;
- pour l'année 2026: 18 260 € ;
- pour l'année 2027: 18 260 € ;

sous-réserve de l'inscription des crédits au budget de chaque année et du vote des subventions correspondantes par les instances délibérantes de l'Agglomération et la Ville de Flers.

2angles pourra bénéficier d'autres subventions notamment dans le cadre d'appels à projets de la ville de Flers ou de Flers Agglo. Comme toutes les autres associations du territoire, 2angles peut déposer des dossiers de demande de subvention pour des projets exceptionnels sans lien avec le fonctionnement.

ARTICLE 7 - MODALITÉS COMPTABLES ET ADMINISTRATIVES

7.1 Modalités de financement

Sous réserve de la disponibilité des crédits, chaque partenaire financier pourra signer si nécessaire avec l'association une convention financière annuelle précisant pour chacun d'entre eux les modalités de paiement, les obligations comptables et juridiques, les dispositions relatives à la communication.

Il sera demandé une comptabilité analytique de chacune des actions pour une meilleure lisibilité du positionnement de chaque partenaire au projet soutenu.

7.2 Modalités de versement

État (Ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles de Normandie)

La demande de subvention est à effectuer annuellement suivant les procédures dématérialisées depuis le site du ministère de la Culture.

Région Normandie

Demande de subvention chaque année en septembre de manière dématérialisée via la plateforme : <https://monespace-aides.normandie.fr/> Modalités de versement conformément au règlement des subventions régionales : une avance de 60 % du montant maximal de la subvention à la signature de la convention par les parties, et le solde de 40%, sur présentation des comptes de l'année N-1 certifiés par le commissaire aux comptes ou le représentant légal de la structure, accompagnés d'un bilan d'activités définitif de l'année N-1.

Département de l'Orne

La demande de subvention s'effectue annuellement à la date du 15 septembre.
Les modalités de versement de la subvention s'établissent selon le calendrier suivant :

2025	2026	2027
13 500 €	13 500 €	13 500 €

Flers Agglo et Ville de Flers

Années	solde 2024	2025	2026	2027
Flers Agglo	25% en septembre	50 % après le vote des subventions 25% en juin 25% en septembre	50 % après le vote des subventions 25% en juin 25% en septembre	50 % après le vote des subventions 25% en juin 25% en septembre

Ville de Flers	25% en septembre	75% après le vote des subventions 25% en septembre	75% après le vote des subventions 25% en septembre	75% après le vote des subventions 25% en septembre
----------------	------------------	---	---	---

7.3 Modalités d'évaluation

Afin d'optimiser l'efficacité de son action et d'atteindre durablement les objectifs précités, l'association devra prendre toute mesure utile et nécessaire à l'établissement et à la pérennité de l'équilibre financier de la structure (Annexe II).

Conformément à ses statuts, 2angles s'engage à fournir chaque année aux signataires de la présente convention :

- les demandes de subventions sollicitées auprès des partenaires publics sur la base d'un projet prévisionnel ;
- le budget prévisionnel définitif ainsi qu'un compte de résultat et un bilan moral de l'année précédente à faire valider par l'ensemble des membres présents lors de l'assemblée générale ordinaire.

À l'État (Ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles de Normandie)

L'association adressera :

- 4 mois après la clôture de l'exercice précédent, un bilan d'activités détaillé, un bilan comptable et un compte-rendu financier analytique, un compte de résultat et une annexe du dernier exercice connu, certifiés conformes ;
- 6 mois après la clôture de l'exercice, un compte rendu détaillé de l'utilisation des subventions, conformes à leur objet ;
- pour le 31 décembre au plus tard de l'année en cours, un projet d'activités et un budget prévisionnel de l'année N+1 à venir, faisant apparaître clairement la mise en œuvre des objectifs retenus en commun dans la présente convention et la participation financière des autres partenaires éventuels.

ARTICLE 8 - ENGAGEMENTS PARTICULIERS

8.1 Droits culturels

Les droits culturels inscrits dans les textes internationaux de l'ONU et de l'UNESCO, et explicités par la déclaration de Fribourg (2007) ont été introduits par le législateur français dans la loi NOTRe du 7 août 2015 et la loi LCAP du 7 juillet 2016. Il prévoit ainsi la nécessité pour l'État et les collectivités territoriales de respecter les droits culturels des personnes dans la mise en œuvre des politiques publiques.

La Région Normandie, qui souhaite être exemplaire en la matière, a inscrit les droits culturels au cœur de sa nouvelle politique culturelle et patrimoniale intitulée « Territoires créatifs » adoptée en 2017.

La Région invite donc ses partenaires à s'inscrire dans cette démarche et à développer des projets respectueux des droits culturels des personnes, pour une culture exigeante, inclusive, respectueuse de l'égalité femme-homme, reconnaissant chaque individu dans sa dignité et sa diversité, tout en facilitant l'accès et la participation, à l'art et à la culture du plus grand nombre, sur tout le territoire, notamment pour les personnes éloignées de l'offre et de la pratique artistique (en raison de leur handicap, de leur situation économique, géographique, ...).

La présente convention vise à valoriser les projets et actions en faveur des Droits Culturels mis en œuvre par la structure et à déterminer des objectifs et les principales actions à mener pour les atteindre.

Ces objectifs ont été déterminés sur la base des quatre axes identifiés comme prioritaires par les partenaires : l'égalité femme-homme, la diversité culturelle, l'accès aux œuvres et à la pratique artistique et culturelle, l'équité territoriale,

En adhérant à cette démarche, 2Angles s'engage ainsi à poursuivre la mise en œuvre des droits culturels tant au sein de sa structure que dans le déploiement de son projet selon les modalités prévues en annexe de la présente convention.

Pour valoriser ses engagements, 2Angles reçoit dans le cadre de ce conventionnement, le label « droits culturels en Normandie » attribué par la Région Normandie, et que l'association pourra apposer sur l'ensemble de sa communication.

8.2 - Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

L'État et la Région sont engagés dans une démarche visant à favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ils souhaitent ainsi inciter l'ensemble de leurs partenaires à mener des actions en ce sens.

Le bénéficiaire d'une subvention de l'État et de la Région est donc invité à mener des actions destinées à favoriser au sein de sa structure l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes : mixité des formations et des métiers, meilleure articulation entre vie personnelle et vie professionnelle, réduction des écarts de rémunérations, accès aux postes à responsabilité, etc.

La feuille de route Égalité 2018 – 2022, publiée en février 2018 par le ministère de la culture, contient une mesure concernant la progression quantifiée de l'accès des femmes aux responsabilités, aux moyens de production, de création, de recherche dans les structures labellisées. Dans ce cadre, le bénéficiaire favorisera un meilleur accès des femmes artistes à la programmation et aux dispositifs de soutien à la création et à la production portés par sa structure.

Les conditions de mise en œuvre de cette mesure sont définies dans le protocole du 22 novembre 2018. Le bénéficiaire devra inscrire son action dans ce cadre. Le bénéficiaire pourra communiquer aux partenaires publics les pièces justifiant la réalité de son engagement.

8.3 - Développement durable et écoresponsabilité

L'État et la Région sont engagés dans une démarche de développement durable.

État (Ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles de Normandie)

L'État développe notamment pour le secteur de la création artistique un cadre d'actions contractuel de transformation écologique (CACTE) : le bénéficiaire d'une convention prend obligatoirement un engagement méthodologique qui a pour aboutissement la rédaction d'un plan d'action, et au minimum deux engagements thématiques (par exemple, mobilité des publics et des usagers, des professionnels, alimentation responsable, etc.), qui sont au choix de chaque structure.

Région Normandie

La Région Normandie est engagée dans un projet territorial de développement durable. Elle souhaite être elle-même éco-responsable mais entend également inciter l'ensemble de ses partenaires à intégrer cette

démarche d'éco-responsabilité dans leurs modes de fonctionnement et leurs actions. Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à prendre en compte les principes du développement durable (c'est-à-dire s'assurer que les 3 piliers du développement durable, à savoir le social, l'économie et l'environnement, se croisent et sont traités chacun à la même mesure) dans son fonctionnement et dans les actions ou projets qu'il met en place (optimisation de la consommation de ressources, respect des réglementations en vigueur et actions pour favoriser la cohésion sociale, production et consommations responsables, etc.). Plusieurs outils sont accessibles sur le site internet de la Région (plaquette d'information, rubrique ressource recensant des contacts et des réseaux, sites dédiés aux transports collectifs et au covoiturage).

8.4 - Lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS)

2angles s'engage à mettre en œuvre les 5 engagements prévus dans le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) proposé par le ministère de la Culture aux professionnels du secteur culturel et rappelé ci-dessous :

- se conformer aux obligations légales en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et les violences à caractère sexiste et sexuel ;
- former dès l'année de signature de la présente convention les dirigeants et principaux cadres de la structure, les responsables RH et les personnes référentes en charge des VHSS ;
- sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;
- créer un dispositif de signalement efficace et traitant chaque signalement reçu ;
- mettre en place un suivi et une évaluation des actions en matière de lutte contre les VHSS.

ARTICLE 9 - AUTRES ENGAGEMENTS

9.1 Fiscalité

L'association 2angles déclare bien connaître l'instruction du 15 septembre 1998, complétée par celle du 16 février 1999, concernant la clarification des critères permettant de déterminer si une association est imposable aux impôts commerciaux.

Elle s'engage à vérifier auprès des services fiscaux son statut fiscal et renonce à tout recours ou à toute demande de compensation de la part des collectivités ou de l'État en cas de contentieux ou de pénalités fiscales.

Les subventions dites « complément de prix » sont assujetties à la TVA. Cela concerne les subventions versées à un organisateur de spectacles afin que ce dernier diminue, en deçà du prix du marché, les prix qu'il pratique vis-à-vis du public, et ce, en rapport avec le montant des subventions octroyées (instruction fiscale 3 A-7-06).

Toute autre subvention ne répondant pas à ce critère est soumise à la taxe sur les salaires (art 231 du code général des impôts)

9.2 Gestion du personnel

L'association s'engage à effectuer l'ensemble des démarches administratives liées au recrutement de personnel. Elle s'engage par ailleurs, d'une part, à acquitter l'ensemble des charges patronales liées à ces recrutements et d'autre part à effectuer toutes les déclarations nécessaires auprès des différentes administrations. Elle renonce également à offrir des rémunérations sans la production des déclarations fiscales et sociales obligatoires.

9.3 Assurances

L'association exerce les activités mentionnées à l'article 2 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive. L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et

pour que les responsabilités des partenaires publics ne puissent être recherchées. L'association devra justifier à chaque demande des partenaires publics de l'existence de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

9.4 Bonnes pratiques en matière d'achats

Si le financement de son activité ou sa gouvernance est majoritairement assuré par des financeurs publics, une association de droit privé peut répondre à la définition de « pouvoir adjudicateur » et par conséquent, est soumise à des obligations de mise en concurrence imposées par les directives européennes et nationale (cf. art L 1211-1 du CCP – ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018).

Dès lors, elle doit assurer le bon usage des deniers publics, la transparence et la traçabilité des procédures suivies en matière d'achats (adoption d'une procédure en CA avec éventuellement des seuils, définition des besoins, publicité préalable, preuve de la mise en concurrence, analyse des offres et décision).

Par ailleurs, la Région est engagée dans une démarche de soutien de l'économie normande, notamment par la mise en place de nouvelles pratiques dans sa commande publique. Elle met en œuvre depuis le 1er janvier 2017 de nouvelles clauses et de nouveaux critères qu'elle a spécifiquement choisis afin de soutenir les entreprises. Ces clauses doivent permettre de simplifier les démarches des entreprises, d'améliorer leur trésorerie, d'encourager l'apprentissage, d'encadrer la sous-traitance ou d'identifier les offres anormalement basses.

La Région souhaite inciter l'ensemble des partenaires soumis à la réglementation sur les marchés publics à mener les mêmes actions de soutien à l'économie normande dans leurs propres marchés. Le bénéficiaire d'une subvention régionale est donc invité à décliner dans ses marchés les mêmes clauses. Elle pourra demander au bénéficiaire de communiquer les pièces de ses marchés notifiés pour mettre en œuvre le projet subventionné.

En outre, les services de la Région peuvent apporter conseil aux porteurs de projets dans la rédaction de leurs marchés.

ARTICLE 10 - COMMUNICATION

État (Ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles de Normandie)

Par l'acceptation de la subvention, 2angles s'engage à rendre visible l'aide de l'État notamment pour l'apposition du logo du Préfet de la Région Normande sur l'ensemble des supports de communication (imprimés ou digitaux) et à solliciter la présence d'un représentant de la Direction régionale des affaires culturelles au comité de pilotage et aux éventuelles manifestations qui pourront être organisées en lien avec le projet. Toute communication devra mentionner le conventionnement de l'État / Ministère de la Culture / Direction régionale des affaires culturelles de Normandie quels que soient les moyens de communication utilisés.

Le logo et sa charte graphique sont téléchargeables sur le site de la DRAC :

<https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Normandie/La-DRAC/L-utilisation-des-logotypes-de-l-Etat-en-Normandie>

Région Normandie

A l'exception des particuliers, tout bénéficiaire de subvention régionale devra mentionner le concours financier de la Région Normandie à la réalisation de son projet par une visibilité suffisante de la participation de la Région et adaptée au regard du montant de la subvention octroyée, dans le respect de la charte graphique de la Région et conformément à l'annexe « Communication » jointe au dossier de demande de subvention.

Ces obligations valent pour toute la durée de l'opération financée.

En cas de non-respect de cette obligation, le Président du Conseil Régional pourra diminuer de 10% le montant de la subvention régionale justifiée. Tout bénéficiaire d'une subvention régionale devra fournir à la Région tout document (photo...) attestant qu'il a respecté la disposition prévue à l'alinéa 2 du présent article :

- soit lors de sa demande de versement du solde en cas de versement en plusieurs fois de la subvention ;
- soit au plus tard 6 mois après la fin de l'action subventionnée en cas de versement unique de la subvention lors de la notification.

Le logo et sa charte graphique sont téléchargeables sur le site internet : www.normandie.fr/logo-et-charte

Département de l'Orne

L'association s'engage, dans toutes ses actions de communication envers tous publics (institutionnels ou non) à mentionner le soutien apporté par le Conseil départemental de l'Orne et ce sur tous les supports de promotion, d'information, de diffusion qu'elle est amenée à éditer. Cette obligation repose, a minima, sur l'emploi du logo du Conseil départemental de l'Orne dans le respect de la charte graphique du Département de l'Orne.

Flers Agglo et la Ville de Flers

L'association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs, promotionnels, édités par elle, le soutien apporté par Flers Agglo et la Ville de Flers, au moins au moyen du logo de la Ville et de l'Agglomération, dans le respect de la charte graphique d'utilisation. L'association s'engage également à faire apparaître le soutien apporté par Flers Agglo et la Ville de Flers dans ses relations avec les partenaires institutionnels.

ARTICLE 11 – SANCTIONS

11.1 En cas de retard dans l'exécution ou d'inexécution de la convention ou en cas de modification substantielle et unilatérale de celle-ci, sans l'accord écrit des parties, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

11.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression de l'aide.

11.3 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 12 - CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS

12.1 Pendant l'exécution de la présente convention et à son terme, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

12.2 Les partenaires publics s'assurent annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet artistique et culturel. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet artistique et culturel augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.5 dans la limite du

montant prévu à l'article 5-1 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au respect des modalités d'évaluation prévues à l'article 7.3 et aux contrôles de l'article 13.

ARTICLE 14 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics signataires de la présente convention et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie ou l'ensemble des parties peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLES 15 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit sans indemnité ou dédommagement en cas de cessation d'activités ou de dissolution de l'association 2angles ou d'incapacité majeure de celle-ci à assumer la réalisation du projet artistique joint en annexe.

ARTICLE 16 - RECOURS

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Caen mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliations, arbitrages, etc.).

ARTICLE 17 - ANNEXES

Annexe 1 : Projet artistique et culturel 2025/2027

Annexe 2 : Budget prévisionnel 2025/2027

Annexe 3 : Statuts de l'association

Annexe 4 : Droits culturels

Annexe 5 : Engagements en faveur de la transition écologique dans la dynamique collective du pôle ESS

Signataires, date et lieu :

Pour le Préfet de région et par délégation,	Conseil Régional Normandie	Agglomération de Flers
Conseil Départemental de l'Orne	Ville de Flers	Association 2angles